

LA NOUVELLE PHASE DE LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE

Déclaration du secrétariat
de la IV^e Internationale

1 Les décisions adoptées au cours des dernières semaines par le gouvernement Ben Bella marquent un tournant capital dans la phase sociale de la Révolution algérienne. Correspondant aux exigences et aux aspirations les plus profondes des masses, et avant tout des masses de paysans pauvres, ces mesures représentent un très grand pas en avant de la révolution, un coup très dur aux intérêts colonialistes et néo-colonialistes, une attaque ouverte contre les couches de la bourgeoisie nationale algérienne elle-même, un stimulant énorme à la mobilisation révolutionnaire des masses et à la maturation de leur conscience en tant que protagonistes actifs du processus de reconstruction socialiste du pays. Ainsi, l'aile la plus avancée de la direction algérienne a réussi à faire prévaloir les solutions les plus audacieuses et les plus lourdes de conséquences révolutionnaires contre la résistance des éléments droitiers exprimant la pression de couches pro-bourgeoises néo-colonialistes.

2 Les décisions du mois de mars sont avant tout importantes car elles tranchent d'une façon très nette une série de problèmes partiellement ouverts. Elles consolident substantiellement un secteur socialisé vital pour le développement de la révolution algérienne, assurent les préconditions de l'élargissement ultérieur de ce secteur au delà même des progrès remarquables déjà réalisés (notamment par certaines confiscations retentissantes visant aussi bien des Européens que des Algériens), limitent davantage l'emprise et les marges de manœuvre des colonialistes anciens et nouveaux et de leurs agents « nationaux ». Le fait que le gouvernement algérien ait déjà frappé même des propriétaires ou des entrepreneurs algériens et qu'il ait confirmé sa volonté d'avancer sur le chemin d'une réforme agraire radicale en expropriant les propriétaires au dessus d'une certaine limite sans considération pour la nationalité des propriétaires, est une confirmation significative de la portée non seulement anti-impérialiste mais aussi anti-capitaliste de l'orientation actuelle de la direction algérienne.

Du point de vue économique, les décrets Ben Bella entérinent la soustraction à l'emprise des gros propriétaires et des grands bourgeois d'un secteur qui représente déjà une fraction importante des terres cultivées, en réalité la fraction la plus productive, susceptible de jouer un rôle pilote décisif. Le contrôle de l'État et des travailleurs dans ce domaine donne la garantie d'une utilisation d'une partie considérable du surplus économique effectif ou potentiel dans le sens d'un développement productif et dans l'intérêt de la collectivité. Cela signifie donc que les préconditions se précisent d'une solution réelle d'un des problèmes cruciaux pour un pays sous-développé, solution absolument impossible non seulement sous l'égide de l'impérialisme mais aussi sous la gestion de la bourgeoisie nationale, ainsi que l'expérience de plusieurs pays l'a depuis longtemps démontré. Il faut en même temps souligner le fait important que la collectivité dispose d'un contrôle sur certains secteurs, fussent-ils pour le moment limités, de l'industrie et de la commercialisation des produits agricoles.

D'autre part, les confiscations de cinémas et d'hôtels dans les grandes villes algériennes, dont la signification politique et

sociale est absolument claire, s'avèrent être des mesures très valables, surtout dans le sens qu'elles étouffent dans l'œuf des germes potentiels d'une bourgeoisie indigène qui pourrait se cristalliser d'abord dans de tels domaines pour s'étendre ensuite à d'autres secteurs économiquement plus décisifs. Sous cet angle on ne saurait sous-estimer la signification révolutionnaire et anti-bourgeoise de ces mesures.

3 Les décrets sur les biens vacants, les nouvelles expropriations, la confiscation de cinémas et d'hôtels aussi bien que les mesures visant l'émancipation de certains groupes ou catégories parmi les plus déshérités (par exemple les petits circons) stimulent par eux-mêmes une large mobilisation des masses. Cette mobilisation s'est d'autant plus réalisée — sur une échelle que la révolution algérienne n'avait jamais connue auparavant — que la direction benbelliste a montré vouloir miser sur l'initiative et la participation consciente des masses par l'adoption du décret capital sur l'autogestion des entreprises industrielles et des exploitations agricoles vacantes. La révolution algérienne a ainsi renoué avec les meilleures traditions de démocratie ouvrière et paysanne et jouera un rôle d'avant-garde en ce qui concerne l'élaboration et l'expérimentation de formes avancées de gestion révolutionnaire et démocratique dans la phase de transition du capitalisme au socialisme. Les marxistes révolutionnaires n'ignorent pas les difficultés inhérentes à de telles expériences (bas niveau de développement des forces productives, insuffisante qualification culturelle des masses), ils n'ignorent pas que le sort même de l'autogestion algérienne dépend de son fonctionnement effectif et, en dernière analyse, de sa réussite économique, mais l'adoption des décrets et la mobilisation des masses qui s'est réalisée constituent un point de départ fondamental, une garantie certaine de développements ultérieurs. La convocation pour une date proche du Congrès national des Comités de gestion marquera à coup sûr un nouvel élargissement et un approfondissement de la phase sociale ouverte le 29 mars dernier.

4 Sur le plan idéologique aussi, l'aile la plus avancée de la direction algérienne, dont Ben Bella, Boumediène et leurs collaborateurs apparaissent comme les éléments

les plus représentatifs, a marqué de nouveaux progrès. Elle a exprimé de plus en plus clairement son orientation socialiste et sa conception du développement révolutionnaire en cours, des forces motrices de ce développement, des instruments de lutte qui s'imposent et de leur dialectique réciproque. Elle a précisé davantage sa pensée par un rappel explicite et direct à d'autres expériences révolutionnaires anticapitalistes et par une référence plus particulière à la révolution cubaine et à sa signification internationale. Elle a montré qu'elle est animée par un esprit internationaliste profond en se refusant carrément à faire retomber sur l'ensemble d'un peuple ou d'une race la responsabilité des crimes du colonialisme, en faisant constamment appel à la collaboration des Européens, y compris des Français, à l'édification de l'Algérie nouvelle et en demandant à ses masses, pourtant si sauvagement frappées par une répression aveugle, d'éviter toute mesure de rétorsion ou de vengeance. Elle a confirmé sa compréhension du rôle et des devoirs de la révolution algérienne par rapport à la révolution africaine en s'efforçant plus particulièrement d'apporter une aide à ceux qui luttent dans les dernières citadelles du colonialisme traditionnel et du racisme le plus brutal (Angola, Afrique du Sud).

5 A la suite des dernières mesures adoptées et en cours d'application, l'Algérie est entrée dans une phase éminemment transitoire du point de vue de ses structures économiques et sociales, phase dont l'aboutissement sera l'instauration d'un Etat ouvrier.

En fait deux secteurs subsistent : dans le secteur agricole, la révolution a établi ses positions de force en entamant déjà un processus de changements structurels révolutionnaires tandis, que dans le secteur industriel, bancaire et commercial, l'emprise des forces colonialistes et bourgeoises reste prédominante. Il va de soi, en outre, que l'intégration de l'Algérie dans la zone franc et sa dépendance financière, monétaire et commerciale par rapport à la France constituent un très lourd handicap.

En plus des problèmes qui seront posés par l'élargissement

de la réforme agraire, les batailles décisives devront donc se dérouler à l'avenir pour le contrôle des secteurs industriels clés et pour l'émancipation financière et commerciale. Mais il est très important que la révolution dispose déjà d'un levier essentiel, qu'elle ait déjà gagné des positions de force dans un secteur économique qui, dans les prochaines années, jouera de toute façon un rôle primordial. Il est d'ailleurs non moins important que, par toutes ses attitudes récentes, l'aile Ben Bella ait clairement confirmé sa décision d'ouvrir comme l'expression des larges masses de la population, des masses paysannes pauvres et ouvrières, et de s'appuyer sur une large mobilisation des masses.

Cela signifie que, dans la période transitoire où elle se trouve, dans la période de luttes où s'annoncent, face aux coups que les réactionnaires de tout acabit, s'efforceront inévitablement de porter, la révolution dispose de forces, d'instruments, de formules politiques et de dirigeants qui permettent d'envisager l'épreuve avec un optimisme réaliste.

6 La IV^e Internationale qui s'était liée dès le début à la lutte des révolutionnaires algériens, qui a accordé immédiatement son soutien critique au gouvernement algérien Ben Bella, salue chaleureusement les mesures adoptées au mois de mars 1963 qui impliquent en réalité une nouvelle confirmation des conceptions marxistes révolutionnaires et expriment l'influence incontestable du marxisme révolutionnaire sur le développement de la révolution pilote en Afrique. Elle est convaincue que la révolution algérienne gagnera les nouvelles batailles cruciales qui se préparent et ira de l'avant sur la voie de l'édification d'un Etat ouvrier et du socialisme.

La IV^e Internationale est consciente des répercussions internationales énormes du développement de la révolution algérienne dans toute l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Europe même. La IV^e Internationale est d'autre part consciente qu'après le développement spécifique de la révolution cubaine, le développement à beaucoup d'égards analogue de la révolution algérienne dote le mouvement communiste international d'une riche expérience nouvelle dans nombre de domaines de la théorie et de la pratique de la révolution socialiste de notre temps.

Elle estime que, parmi les tâches à accomplir à courte échéance, les plus importantes sont les suivantes :

a) assurer l'application effective et démocratique des décrets sur les confiscations et sur l'autogestion, élargir le domaine des entreprises et des exploitations confisquées et soumises à l'autogestion des travailleurs, tenir des congrès régionaux et le Congrès national des comités de gestion, qui peuvent devenir des éléments essentiels d'une structure démocratique révolutionnaire de la nouvelle société algérienne ;

b) élargir la zone de contrôle de la part de l'Etat et des travailleurs dans le secteur industriel, financier et commercial afin de préparer aussi rapidement que possible la nationalisation de secteurs-clés et introduire le contrôle ouvrier dans les entreprises industrielles, commerciales et bancaires ;

c) assurer un contrôle de l'Etat sur la commercialisation des produits agricoles essentiels et introduire le monopole étatique du commerce extérieur ;

d) organiser effectivement avec une structure démocratique, à travers le processus révolutionnaire commencé et sur la base des tâches concrètes que celui-ci soulève, le F.L.N. afin qu'il se cristallise politiquement et organisationnellement comme l'expression d'avant-garde et l'instrument de lutte des ouvriers, des paysans et des intellectuels révolutionnaires ;

e) élargir, notamment à la campagne, l'organisation des syndicats qui ont un rôle important à jouer dans l'application effective des décrets sur l'autogestion et le fonctionnement réel de celle-ci, en plus de leur rôle naturel de défense des intérêts matériels immédiats des ouvriers et des paysans pauvres ;

f) élaborer les lignes générales d'un plan de développement économique et d'industrialisation.

La IV^e Internationale soutient de toutes ses forces la révolution algérienne en marche vers le socialisme. Elle appelle toutes ses sections à réaliser toutes les formes possibles d'aide et de mobilisation en faveur de l'Algérie nouvelle. Elle lance un appel au mouvement ouvrier international pour élargir cette action de solidarité à toutes les forces du prolétariat mondial et de la révolution mondiale.

Le 21 avril 1963.

VERS UN GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN EN ALGÉRIE

La révolution algérienne a maintenant entamé une nouvelle phase de son développement. Aux décrets historiques du 18, 22 et 29 mars a répondu une mobilisation des masses sans précédent, par sa puissance et ses mots d'ordres. La journée de l'Arbre à l'Arbatache, la contre-manifestation lors de l'inauguration du local de l'Union Générale des Commerçants Algériens, le 1^{er} mai ont été les signes éclatants de cet énorme élan révolutionnaire.

Mais le conflit Ben Bella-Khider semble aussi être une conséquence de cette accélération du rythme de la révolution. Le conflit entre Khider et Ben Bella ce n'est pas celui de deux hommes voulant assurer la prééminence du Parti ou du Gouvernement, mais bien plutôt entre une tentative de stabilisation d'un Etat bourgeois et une politique tendant à pousser la révolution à ses développements ultimes. Le parti de Khider où les conditions d'adhésion n'auraient été que la fidélité à la direction, n'était finalement qu'un appareil bureaucratique de coercition. Mais la bureaucratie n'est pas une caste assexuée, il s'agissait bel et bien ici de la formation dans les allées du pouvoir d'une nouvelle bourgeoisie. Il n'est certes pas possible d'affirmer sur la foi des positions officiellement assumées par Khider qu'il est un tenant pur et simple du néo-colonialisme, mais en tout cas sa politique comme les positions de ses soutiens dans le parti, l'administration et le gouvernement allaient très nettement dans ce sens. Et lorsque Ben Bella déclare : « Nous commencerons par épurer nos rouages intérieurs », il faut bien rapprocher cela des déclarations que lui prête Simon Malley dans « Jeune Afrique » et qui ne sont pas démenties : « Parmi les soi-disants membres du parti dont on se réclame, il y a une authentique racaille... Je connais certains « représentants » du parti qui collaboraient avec l'ennemi durant la révolution. Comment veux-tu que notre peuple ait confiance en de tels personnages. Non ce n'est pas dans ces conditions que l'on peut envisager la convocation d'un congrès du F.L.N. »

Comment ne pas relever encore l'absence de toute déclaration de Khider sur les comités de gestion. Comment ne pas mettre en parallèle la démagogie arabo-islamique de Khider et les déclarations de Ben-Bella : « Nous avons deux socialismes : celui de Fulbert Youlou et celui de Fidel Castro le plus approprié, avec des particularités spécifiquement algérienne. » Et ces mots furent prononcés en conclusion du Congrès des anciennes et anciens détenus et internés résistants, dont il se félicita qu'il « ait pris des décisions en complète identité de vue avec la politique socialiste du gouvernement ». Or, la résolution adoptée par ce congrès que nous publions ici, est une véritable réponse à Khider et à ses soutiens.

Les prochaines semaines verront sans doute de nouveaux pas en avant, et notamment la transformation de l'actuel gouvernement où coexistent des politiques diverses, même si la résultante est finalement en faveur des éléments les plus révolutionnaires groupés autour de Ben Bella, Boumedienne, Ouzeqane, Boumaza. C'est un véritable gouvernement ouvrier et paysan qui assumera la direction de l'Algérie en marche vers le socialisme dès lors que les amis de Hadj Amou, démissionnaire du Ministère de l'Information, se seront aussi retirés de leurs ministères.

Et pour le parti du F.L.N. sélectionné sur la base de l'accord aux mesures révolutionnaires, rassemblant non des fonctionnaires, des diplomates, mais des militants totalement dévoués, se nourrissant de l'expérience de la révolution, il tendra sans doute à être un véritable parti socialiste.

La révolution algérienne ce n'est pas Ben Bella, mais incontestablement ce dirigeant qui s'affirme avec sans cesse plus d'autorité est aujourd'hui le représentant des aspirations du peuple algérien révolutionnaire.

Le 5 mai.

Michel FIANT.

L'Internationale, mensuel du Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la Quatrième internationale, mai 1963